



TransDev IDF

Mercredi 11 septembre 2024

Nous ne pourrons nous faire entendre que par nos luttes

La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le RN. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Bardella a immédiatement proclamé que Barnier serait sous l'étroite surveillance de son parti. Cette dépendance volontaire ne date pas d'hier : la loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite et Macron multiplie les clins d'œil idéologiques au RN. Barnier a tout pour plaire au RN : par le passé, il s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, au remboursement de l'avortement par la Sécu, au Pacs... Et maintenant il ne cesse de s'en prendre à l'immigration. Cerise sur le gâteau : le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur du patronat, qui a négocié un Brexit sur mesure pour les milieux financiers et s'est prononcé pour la retraite à 65 ans !

Un front républicain qui désarme nos luttes et renforce au final l'extrême droite

Les dirigeants du Nouveau Front populaire ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. Macron a volontiers accepté ces voix de gauche, qui ont permis de limiter ses pertes en députés. Mais qui pouvait imaginer que cela l'engagerait en quoi que ce soit ? À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées, après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites...

La dissolution provoquée par Macron a ouvert une crise politique que les partis de gauche qui réclament aujourd'hui une cohabitation avec lui contribuent à maintenir sur le plan institutionnel et parlementaire, sans danger pour les intérêts des possédants. Ils dénoncent comme un « coup de force » le fait qu'une Assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Seule l'extrême droite peut profiter de ce cirque.

Mettre notre colère au service d'un programme de lutte

Suite à la nomination de Barnier, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté dans de nombreuses villes de France, exprimant leur écœurement mais aussi leur colère. De quoi nous montrer la voie à suivre : pas question d'attendre les prochaines élections, ce n'est pas à

l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue, par des luttes. Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de manifestants affirment sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient l'extrême droite et son racisme déchaîné. Nous sommes bien plus nombreux que ceux que nous combattons, patrons et gouvernants !

Ces objectifs ne pourront être atteints que par nos mobilisations

Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enfermer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive. L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1^{er} octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement.

Médaille de toc pour Transdev

Plusieurs collègues ont travaillé cet été sur les jeux olympiques pour Transdev 2024, entité spécialement créée pour l'occasion (probablement pour faire des économies sur notre dos en plus de nous diviser). Ils ont pu y trouver les mêmes conditions de travail déplorables que dans tous les dépôts Transdev : véhicules dysfonctionnels au point de changer de véhicule plusieurs fois avant même de commencer son service ; salles de pause et panier repas au coût minimum pour la boîte ; des formations sur le tas (quand elles existent !) ... Tout ça pour des primes qui ne mènent pas large. La "magie" des jeux se fait de la sueur des travailleurs.

Chambres musicales

Encore durant les jeux, nos collègues venus d'ailleurs qu'en Île de France devaient être hébergés dans des chambres d'hôtel. Mais la désorganisation dont on a maintenant trop l'habitude a laissé des collègues à la rue ! Certains ont dû se résigner à dormir dans leur voiture, d'autres ont quitté les jeux pour retourner chez eux. La plupart des collègues ont dû changer fréquemment de chambre d'hôtel alors même qu'ils devaient être en temps de repos après une nuit de boulot ! Transdev et le comité d'organisation des jeux se renvoient la balle, ce qui est sûr c'est qu'ils n'ont pas eu de mal à loger tous les "VIP" dans de luxueux hôtels avec transport privé.

Pour une rentrée des luttes

À partir du 16 septembre seront mis en place les services sur lesquels nous devons travailler durant toute l'année scolaire. Les problèmes nous sont communs : services trop lourds, temps de battement trop courts, temps de parcours trop serrés nous mettant sous pression, des véhicules aux pannes répétées, et des salaires qui ne suivent pas ! Pour améliorer nos conditions de travail, il ne suffira pas d'aller chez le voisin, nos collègues de Keolis et RATP ont les mêmes galères. Il faudra nous unir pour reprendre du terrain.

Plus haut, plus fort, l'hypocrisie

Les Jeux paralympiques ont contribué à rendre visibles les personnes en situation de handicap, et laissé entrevoir quelques-uns des moyens techniques qui permettraient de rendre la vie bien plus aisée à des personnes même lourdement handicapées. Ils ont aussi surtout mis en lumière un contraste saisissant avec la réalité du quotidien : accessibilité des transports ou des lieux publics, accès au logement, à l'emploi (ou même au sport !), précarité et

discriminations... loin de l'habituel parcours du combattant des personnes handicapées. Plus que de beaux discours sur l'inclusion, les millions de personnes concernées par le handicap ont surtout besoin d'une société qui y mettrait les moyens nécessaires.

CamorRATP

On a appris à la fin de l'été que la RATP organise un vaste système de fraude aux contrôles techniques. C'est digne d'un film de mafieux : des cadres mettent la pression à certains conducteurs pour qu'ils effacent les voyants oranges et rouges du tableau de bord juste avant la visite afin que les véhicules soient déclarés conformes. Ces pratiques scandaleuses permettent à l'entreprise d'économiser de l'argent et du temps au détriment de la sécurité des

Gisèle Pélicot affronte en procès la culture du viol

Cette femme, victime pendant dix ans de 200 viols, voit défiler en ce moment 51 de ses agresseurs, recrutés par son mari sur Internet. Ce dernier affirme que lorsqu'il proposait à des inconnus de violer Gisèle « à son insu », d'après le nom du forum de discussion, sept sur dix acceptaient. L'un d'eux est allé jusqu'à expliquer au procès que ce n'était pas du viol puisque le mari était là et que celui-ci faisait bien ce qu'il voulait de sa femme. C'est l'oppression de la femme qui permet que de telles horreurs puissent surgir. À bas le patriarcat !

Israël : l'armée accuse Netanyahu d'avoir falsifié des documents

L'affaire n'est pas banale. L'armée israélienne a reconnu que le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'était arrangé pour faire fuiter dans la presse internationale des documents attribués au Hamas mais qui avaient, auparavant, été falsifiés par ses soins. Le but était de convaincre l'opinion publique qu'il avait raison de refuser tout accord avec le mouvement islamiste. Ces documents, présentés comme « secrets » ont été mentionnés notamment par l'hebdomadaire *Jewish Chronicle* au Royaume-Uni et le quotidien *Bild* en Allemagne. Selon les médias israéliens, l'armée a lancé une enquête interne sur cette affaire. Venant de Netanyahu, cette attitude ne peut étonner, lui qui est habitué à mentir à chaque occasion. Mais que l'armée le mette en cause n'est sans doute pas étranger au fait que, depuis des mois, il est à couteaux tirés avec le ministre de la Défense, Yoav Gallant, ce dernier très proche de la ligne de Washington en faveur d'un cessez-le-feu.